



Post-2015 Data Test
country level experiences

Canada 2030 : un programme pour le développement durable

Points saillants du rapport

Shannon Kindornay
Andrew Sharpe
Purbita Sengupta
Elham Sirag
Evan Capeluck



Février 2015
Ottawa, Canada

www.post2015datatest.com

Points saillants du rapport

À propos de l'étude

En 2015, les gouvernements devront négocier un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) pour remplacer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui prendront fin en 2015. Comme les OMD, les ODD ont des cibles et des indicateurs qui permettent aux pays et au monde entier de suivre les progrès du développement durable. Mais, contrairement aux OMD, les ODD sont prévus pour être universels et s'appliquer à l'ensemble des pays, incluant des pays développés comme le Canada. La mise en œuvre des ODD devrait également permettre aux pays d'identifier leurs priorités nationales à l'intérieur du cadre élargi du développement durable. Dans ce contexte, une question clé est de savoir comment les ODD vont être effectivement appliqués dans des pays qui sont à différents stades de développement. Le rapport cherche à répondre à cette question en examinant ce que les ODD signifient pour le Canada. Cela s'inscrit dans le cadre d'une initiative qui regroupe plusieurs pays – le « Post-2015 Data Test » – qui examine comment les ODD peuvent être atteints et évalués dans un éventail de pays à faible revenu, à revenu moyen et à revenu élevé.

L'objectif clé de cette étude est d'identifier les opportunités et les défis qui peuvent survenir pour le Canada suite à la mise en œuvre d'un cadre universel pour les ODD pertinents aux différents pays, incluant les données qui mesurent les progrès effectués. L'étude dévoile les priorités nationales pour les ODD dans sept domaines proposés : la pauvreté, l'éducation, l'emploi et la croissance inclusive, l'énergie et les infrastructures, la protection de l'environnement et la résilience aux catastrophes, la gouvernance et le partenariat mondial pour le développement durable. Elle donne un aperçu des principales sources de données et identifie les facteurs pour réaliser des progrès dans le contexte canadien. Fait important, le rapport examine également les défis que le Canada devra relever pour leur mise en œuvre, dans le cadre d'une fédération où les provinces et les territoires ont juridiction dans des domaines comme l'éducation.

Le rapport formule un certain nombre de points importants. Tout d'abord, il présente un aperçu complet des enjeux du développement durable au Canada au sens large, en termes de bien-être économique, social et environnemental. Deuxièmement, le rapport fait également le bilan de l'état actuel du système de statistiques national du Canada et de la disponibilité des données pour le suivi des progrès des ODD. Étant donné l'ampleur des questions abordées, le rapport est divisé en sections en fonction des domaines des ODD et des questions d'évaluation. Chaque section des objectifs proposés peut être lue de manière autonome par les lecteurs intéressés dans des domaines ciblés par les objectifs et leurs implications pour le Canada. Finalement, le rapport offre un exemple concret de la façon dont un programme de développement durable pertinent pour un pays peut être appliqué à des pays à revenu élevé.

Principales constatations

Les objectifs de développement durable (ODD) proposés sont pertinents pour le Canada.

Les ODD abordent en grande partie la question du mieux-être des peuples autochtones. Les questions liées à l'égalité entre les sexes sont également une priorité.

Des normes mondiales minimales ne sont pas particulièrement pertinentes pour les priorités nationales du Canada.

La plupart des intervenants canadiens connaissent peu l'ordre du jour après 2015.

Néanmoins, les efforts déployés pour régler les problèmes de développement durable au Canada sont établis et continus pour de nombreux domaines d'objectifs proposés.

Principales constatations

L'étude montre que les ODD proposés sont pertinents au contexte canadien et correspondent dans leur ensemble aux défis nationaux de développement durable.

La reconnaissance du cadre des ODD offre aux pays la possibilité d'identifier et de cibler des priorités nationales dans la mise en œuvre des ODD, aussi l'étude inclut un examen des priorités canadiennes. Les défis liés à la vie sociale, économique et environnementale des peuples autochtones du Canada sont présents dans six des sept objectifs. De même, l'étude conclut que les questions liées à l'égalité entre les sexes sont des questions transversales pour un nombre important de domaines potentiels des ODD.

Un certain nombre de normes minimales mondiales ont été identifiés pour le cadre des ODD, comme l'abolition de la pauvreté extrême mesurée par la proportion de la population qui vit avec moins de 1,25 \$US par jour (en parité de pouvoir d'achat) et s'assurer que tous les nouveau-nés sont enregistrés auprès des autorités civiles. Pour la plupart, des normes minimales mondiales ne sont pas particulièrement pertinentes pour les priorités intérieures du Canada, même si certaines, comme assurer un accès universel aux infrastructures, peuvent l'être, particulièrement dans le Nord du Canada.

Le débat sur le programme de développement durable après 2015 a été limité au Canada. Les ministères fédéraux dont les activités sont axées sur l'environnement et le développement et les acteurs de la société civile tendent à être engagés directement dans les discussions internationales. Toutefois, des intervenants nationaux, comme les gouvernements provinciaux et les administrations municipales, le secteur privé et les organisations de la société civile qui se concentrent sur les questions canadiennes, ne connaissent pas le processus qui se déroule après 2015 et sa pertinence pour leur travail à l'échelle du pays. Cela n'a rien d'étonnant, étant donné que ces cadres mondiaux ont historiquement été appliqués aux pays en développement et ont eu peu d'incidence sur les priorités intérieures du Canada, à l'exception d'orienter l'approche du Canada en matière de coopération internationale pour le développement.

Néanmoins, l'étude révèle que, bien que n'étant pas directement associée au processus des ODD, une tradition de travail sur des questions liées au programme des ODD – comme la lutte contre la pauvreté et le changement climatique – existe au Canada par un ensemble disparate d'initiatives nationales, sous-nationales et locales des gouvernements et des organisations non gouvernementales intéressées.

L'étude comprend une évaluation de la disponibilité des données officielles de bonne qualité, y compris les données non regroupées, afin de mesurer les progrès du programme des ODD après 2015, et elle aborde également les défis associés à la disponibilité, la transparence et la responsabilité, en examinant les possibilités reliées à l'utilisation des données par les multiples intervenants pour rendre compte des progrès après 2015.

Le Canada possède un excellent système de statistiques relativement indépendant qui est en mesure d'évaluer les progrès réalisés dans le programme des ODD après 2015. La plupart des indicateurs examinés dans l'étude sont déjà disponibles ou peuvent être facilement calculés. Les données manquantes sont plus fréquentes pour les objectifs liés à la gouvernance, l'environnement, l'énergie et les infrastructures. Les données non regroupées sont presque toujours disponibles pour l'âge, le sexe et les niveaux sous-nationaux (comme les provinces et les territoires, les régions métropolitaines, les circonscriptions électorales fédérales), mais elles sont plus difficiles à obtenir pour les groupes minoritaires et les niveaux de revenu.

Bien que cela représente un défi, il n'est pas nécessaire de combler les lacunes avec pour évaluer les progrès. Statistique Canada et d'autres ministères et organismes gouvernementaux sont bien placés pour combler les lacunes dans les données s'ils obtiennent les ressources nécessaires pour le faire. L'utilisation de sources de données non officielles afin d'évaluer les progrès après 2015 peut présenter un risque étant donné que ces données n'ont pas nécessairement le même niveau de rigueur et de transparence que celles obtenues par Statistique Canada.

En ce qui concerne les cibles et les indicateurs examinés dans cette étude, les données sur les objectifs liés à la pauvreté, l'éducation et l'emploi sont excellentes et les données pour les autres domaines d'objectifs proposés sont très bonnes. Néanmoins, il est possible d'améliorer la pertinence des données produites par une plus grande consultation entre les fournisseurs de données et les utilisateurs.

Il n'est pas surprenant, compte tenu de la raison d'être de l'agence, que les sources de données de Statistique Canada, identifiées par le processus de cartographie des données, sont généralement d'une meilleure qualité que les données provenant d'autres ministères et organismes du gouvernement. Les fournisseurs de données officielles, autres que Statistique Canada, tendent à avoir des lacunes sur le plan de la disponibilité et de la présentation des métadonnées, y compris les méthodes, les concepts et les autres renseignements concernant les instruments de sondage, la consultation avec les utilisateurs et l'établissement de rapports sur la fiabilité des données.

Principales constatations

Des données officielles sont disponibles pour 78 % des 133 indicateurs examinés dans cette étude.

Avec les ressources appropriées, Statistique Canada et d'autres ministères et organismes gouvernementaux ont la capacité de combler les lacunes dans les données.

La qualité des données est excellente pour les objectifs liés à la pauvreté, l'éducation et l'emploi et très bonne pour les autres domaines d'objectifs proposés.

Une qualité moindre des données est associée à des sources de données provenant d'autres ministères et organismes alors que les données de Statistique Canada sont d'excellente qualité.

Bien que le Canada possède un excellent système de statistiques, une détérioration a été constatée au cours des dernières années.

Principales constatations

Un environnement favorable aux revendications de la société civile s'est détérioré en raison des coupures au financement et à une réglementation plus stricte régissant les activités politiques que les organismes de bienfaisance peuvent entreprendre.

Bien que le Canada soit bien placé pour évaluer les progrès du programme des ODD après 2015, un certain nombre de défis existent. Dans un passé récent, le gouvernement fédéral n'a pas démontré son engagement à assurer la disponibilité de données de qualité, comme en témoignent les compressions financières et la réduction des effectifs à Statistique Canada, et la décision controversée de mettre fin au questionnaire complet obligatoire du recensement. La capacité de Statistique Canada de poursuivre la production de données de haute qualité a été mise en cause, particulièrement à la lumière des changements apportés à certains des instruments de sondage qui ont compromis la continuité et la comparabilité des ensembles importants de données. Néanmoins, la qualité des instruments de sondage, qui n'ont pas été touchés par les compressions ou par des modifications importantes aux méthodologies, demeure élevée.

Il ne fait aucun doute que le niveau d'accès aux données officielles est excellent pour tous les intervenants au Canada et que les capacités des utilisateurs à utiliser les données sont bonnes. La présence de médias libres, ouverts et indépendants au Canada joue un rôle important dans la reddition de compte du gouvernement. En même temps, des brèches

sont apparues au cours des dernières années dans un environnement favorable pour la société civile, alors que des coupures au financement des organismes de bienfaisance et une réglementation plus stricte sur les activités que ces organismes peuvent entreprendre sont apparues, notamment en ce qui concerne les activités reliées à des revendications.

Répercussions pour le Canada

À ce jour, le gouvernement canadien a défendu un cadre pour les ODD après 2015 qui se concentre sur les pays les plus pauvres et les plus vulnérables, et qui continue de privilégier la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, et de promouvoir efficacement la création d'emploi et une croissance économique durable. Ces priorités reflètent l'approche du Canada face à la coopération pour le développement. Alors que ces questions sont importantes pour le cadre des ODD, la position du Canada tend à refléter ses priorités pour les pays en développement plutôt que ses priorités pour la réalisation du développement durable au pays, comme la situation des peuples autochtones et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Compte tenu de la nature universelle du cadre, il est nécessaire d'aller au-delà de la perspective de développement pour s'assurer que les priorités nationales correspondent également au plan d'action mondial. Cela est important pour s'assurer que le programme des ODD après 2015 demeure pertinent pour les pays à revenu élevé, particulièrement pour le Canada, en plus des pays en développement.

Répercussions pour le Canada

L'approche du gouvernement fédéral envers les ODD devrait aller au-delà d'une perspective axée sur le développement.

La mise en œuvre des ODD au Canada exige une attention particulière aux questions autochtones, au-delà de ce qui est actuellement exposé dans les ODD proposés.

Répercussions pour le Canada

Des normes minimales mondiales peuvent servir de guide important pour les priorités de coopération internationale au développement du Canada après 2015.

Les efforts continus de développement durable au Canada fournissent une feuille de route pour la mise en œuvre des ODD.

La mise en œuvre des ODD a le potentiel de mettre à profit et de renforcer des politiques existantes et la coordination des mécanismes entre les juridictions.

Le gouvernement fédéral devrait effectuer davantage de consultations sur les ODD auprès des intervenants canadiens, incluant les gouvernements sous-nationaux, le secteur privé et la société civile.

Les ODD, comme ils sont formulés actuellement, intègrent le concept de l'égalité des sexes dans les dimensions du développement durable, avec un objectif autonome ainsi que des cibles intersectorielles dans d'autres domaines d'objectifs proposés. Le Canada devrait continuer de soutenir cette approche qui vise l'intégration de l'égalité entre les sexes dans les ODD comme un moyen de veiller à ce qu'une attention appropriée soit accordée à cette question, tant au pays qu'à l'étranger. Alors que les ODD insistent sur l'inclusion sociale, il n'y a pas d'objectif ou de cibles spécifiques pour les peuples autochtones. Le mieux-être des peuples autochtones est cependant un élément transversal pour de nombreux ODD au Canada. Cela pourrait aider à définir un objectif potentiel spécifique au Canada, qui viserait à stimuler les efforts pour réaliser de meilleurs résultats pour les collectivités autochtones canadiennes.

La réalisation de normes minimales mondiales va exiger des ressources considérables. Par exemple, s'assurer que personne ne subsiste avec moins de 1,25 \$US par jour (en parité de pouvoir d'achat) va exiger des ressources intérieures et internationales pour réaliser des progrès dans de nombreux pays. Des normes minimales mondiales joueront vraisemblablement un rôle important pour stimuler les efforts internationaux en matière de développement durable. Pour le Canada, des normes minimales mondiales seraient utiles comme guide pour les priorités futures en matière de coopération au développement.

Différents niveaux de gouvernement et des acteurs non étatiques ont fait des efforts importants pour identifier et répondre aux défis de développement durable du Canada. Une base solide existe pour l'établissement d'une feuille de route des ODD au Canada. Toutefois, un défi clé est de transposer ces efforts sur un plan national, particulièrement pour certains domaines comme la pauvreté, l'environnement, l'énergie et les infrastructures, où il n'y a guère de consensus sur la nature des défis et leurs solutions entre les gouvernements des niveaux fédéral, provincial et territorial. Ce problème est exacerbé par la division des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux au Canada, bien qu'il existe des mécanismes de coordination entre les différents niveaux de gouvernement.

Le gouvernement canadien devra négocier un ensemble de priorités nationales qui équilibrent les perspectives entre les différents niveaux de gouvernement et qui va permettre aux provinces, aux territoires et aux municipalités de prendre appui sur les efforts en cours. Une plus grande consultation sur le programme des ODD après 2015 est nécessaire. De tels efforts pourraient infléchir la position du Canada dans les négociations sur les ODD et accroître l'adhésion des différents ministères et des différents niveaux de gouvernement au cadre, ce qui devrait faciliter la mise en œuvre du programme des ODD.

Tandis que le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada jouera probablement un rôle clé dans l'établissement de rapports sur la mise en œuvre des ODD par le Canada à l'Organisation des Nations Unies, Statistique Canada aura un rôle central à jouer dans la collecte et la coordination des données pour le suivi des progrès. Ce fait n'est pas surprenant étant donné le caractère très centralisé du système canadien de statistiques. Une proportion importante des données nécessaires pour surveiller les ODD sont recueillies par Statistique Canada, en particulier dans les domaines de la pauvreté, l'éducation, l'emploi et la gouvernance. Bien que Statistique Canada recueille également des données sur l'environnement, l'énergie, les infrastructures et le partenariat mondial, d'autres ministères et organismes vont jouer également un rôle dans la collecte des données dans les domaines de ces objectifs, en prenant appui sur la collecte de données existantes.

La plupart des indicateurs pour mesurer les progrès accomplis après 2015 examinés dans cette étude sont actuellement disponibles ou peuvent être disponibles relativement facilement. Toutefois, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour calculer et rendre compte de certains indicateurs et recueillir des informations supplémentaires, en particulier dans les domaines où les données manquantes sont plus nombreuses.

Il est possible d'améliorer la consultation entre les fournisseurs de données et les utilisateurs de données. Statistique Canada a déjà adopté un certain nombre de mesures à cet effet. Il y a encore place à une amélioration importante de la qualité des données de la part des autres ministères qui fournissent des données. L'adoption par Statistique Canada de politiques et de procédures reliées à la préparation et à la présentation de métadonnées, y compris l'établissement de rapports sur la qualité des sources de données, les erreurs et les révisions, contribueraient grandement à améliorer la qualité des données sur l'environnement, l'énergie, les infrastructures, la gouvernance, et le partenariat mondial, des domaines des objectifs où il y a un manque de données.

Des efforts sont nécessaires pour préserver l'excellence du système de statistiques du Canada, qui doit obtenir les ressources financières et les effectifs nécessaires pour améliorer et continuer de fournir des données de bonne qualité pour prendre des décisions éclairées. Cela est particulièrement important, étant donné le rôle accru que Statistique Canada jouera probablement dans la surveillance et la production de rapports sur le cadre des ODD après 2015.

Il ne fait aucun doute que l'intégration est une partie essentielle du programme des ODD après 2015. Des efforts significatifs ont été faits pour s'assurer que tous les intervenants – les citoyens, la société civile, les différents paliers du gouvernement et le secteur privé – sont consultés sur le nouveau programme des ODD. En outre, les acteurs non étatiques sont perçus comme des acteurs importants qui jouent un rôle essentiel en

Répercussions pour le Canada

Statistique Canada aura à jouer un rôle central dans la collecte et la coordination des données pour évaluer les progrès accomplis pour atteindre les ODD.

Des efforts sont nécessaires pour améliorer la disponibilité des données pour les objectifs reliés à la gouvernance, l'environnement et les infrastructures.

Des efforts sont nécessaires pour améliorer la qualité des données recueillies par les ministères, les agences et les organismes gouvernementaux au Canada. L'adoption des normes de qualité de Statistique Canada pour l'ensemble des ministères et des agences pourraient grandement améliorer cette situation.

Statistique Canada devrait obtenir les ressources financières et les effectifs nécessaires pour améliorer et continuer de fournir des données de bonne qualité.

Répercussions pour le Canada

Un environnement favorable à la participation de la société civile au cadre de travail des ODD et à l'obligation pour le gouvernement à rendre des comptes devrait être établi.

obligeant les gouvernements à rendre compte de la mise en œuvre des ODD au niveau national. Lors de l'adoption des ODD, le Canada devrait s'assurer que tous les intervenants nationaux participent à l'identification des priorités nationales. Des efforts sont nécessaires pour créer un environnement favorable pour que les organisations de la société civile puissent formuler des recommandations sur le programme des ODD, effectuer des travaux de recherche et se livrer à des revendications reliées aux ODD, ainsi que jouer un rôle important dans la reddition de compte du gouvernement.

Implications pour le cadre du développement durable

Une question clé concernant le cadre des ODD est comment un ensemble universel d'objectifs de développement durable tient compte des différences nationales. Cette étude conclut que le cadre des ODD correspond aux défis de développement durable du Canada. Cependant, les cibles et les indicateurs correspondants doivent être ajustés pour assurer leur pertinence dans les pays à revenu élevé. L'utilisation d'un ensemble de cibles et d'indicateurs mondiaux, associés à des cibles et des indicateurs nationaux qui représentent les priorités du pays, peuvent offrir à l'avenir une façon concrète d'assurer que le cadre universel soit pertinent pour des pays qui ont différents niveaux de développement et différentes priorités.

Alors que le cadre des ODD peut susciter l'intérêt dans certains pays à revenu élevé, l'un des principaux défis va être d'obtenir l'engagement des intervenants nationaux. L'étude de cas du Canada révèle qu'il est nécessaire d'entamer un débat avec d'autres intervenants que le gouvernement fédéral. Pour s'assurer que le cadre universel soit pertinent pour des pays qui ont différents niveaux de développement, il est nécessaire d'obtenir la rétroaction des pays en fonction de leurs expériences nationales. En outre, un manque d'engagement envers les ODD peut représenter une opportunité manquée de la part des populations nationales qui aurait permis d'adopter des mesures de développement durable en utilisant les ODD comme soutien à des moteurs de changement existants. Finalement, les ODD peuvent également servir d'opportunité pour nouer des relations entre les populations nationales et mondiales sur des enjeux reliés au développement durable, par l'adoption de mesures conjointes et la communication des connaissances.

Implications pour le cadre des ODD

Un ensemble universel d'objectifs de développement durable (ODD) peut fonctionner dans une variété de pays qui ont différents niveaux de développement et différentes priorités.

Un défi clé sera d'obtenir l'engagement des intervenants canadiens. La mise en œuvre des ODD devrait appuyer et améliorer les activités de développement durable existantes.

Implications pour le cadre des ODD

Des normes minimales mondiales peuvent servir comme un guide précieux pour les efforts de coopération internationale.

Les contributions au partenariat mondial peuvent être évaluées au niveau national.

Les pays à revenu élevé peuvent jouer un rôle essentiel dans la surveillance des ODD.

Il est clair que de nombreuses politiques et plusieurs stratégies vont aborder les principaux éléments du programme des ODD après 2015 qui existent dans différents niveaux de gouvernement. Alors que les pays s'engagent dans la mise en œuvre du cadre des ODD, les ODD devraient tirer parti des plans et des initiatives existantes et prendre appui sur les réussites passées. S'assurer que le cadre des ODD tient compte des différences entre les pays est important dans ce contexte.

L'étude de cas du Canada révèle que des normes minimales mondiales peuvent ne pas être particulièrement pertinentes pour des pays à revenu élevé. Cependant, ces normes vont vraisemblablement jouer un rôle important pour offrir un nouvel élan qui permettra de relever les grands défis mondiaux. Des normes minimales mondiales pourraient servir de feuille de route aux efforts de coopération internationale pour le développement et pour les activités menées dans le cadre du partenariat mondial pour le développement durable.

Historiquement, les engagements relatifs au partenariat mondial ont été mesurés au niveau mondial. Pour l'avenir, les ODD après 2015 offrent l'occasion de mesurer les engagements au partenariat mondial au niveau national, comme le révèle l'étude de cas du Canada. Une telle approche pourrait renforcer la surveillance mondiale et la responsabilisation en exerçant un suivi des contributions individuelles de chaque pays.

Les défis liés aux données utilisées pour mesurer les progrès accomplis dans le cadre des ODD seront moins importants pour les pays à revenu élevé. Les pays qui ont des systèmes de statistiques efficaces pourraient aider d'autres pays à surveiller la mise en œuvre du cadre des ODD en communiquant leurs connaissances et par un soutien ciblé au développement de leurs capacités de collecte et d'analyse des données.